

Nucléaire dans la Manche : le cri d'alarme des salariés d'Areva La Hague

Areva a engagé un plan de départ volontaires sur trois ans. Les syndicats dénoncent jeudi 27 avril 2017 une perte de compétences.



La commission d'information locale (Cli) d'Areva La Hague (Manche) a pris, jeudi 27 avril 2017, une motion inédite.

Elle réclame une vigilance accrue de l'Autorité de sûreté nucléaire sur l'usine de traitement de déchets nucléaires, après les réorganisations imposées par le groupe.

Les représentants du personnel, eux, estime que le texte ne va pas assez loin. Ils dénoncent une dégradation de la sûreté des installations.

La politique de gain de compétitivité lancée par Areva, liée aux difficultés financières de l'entreprise, ne fait pas que des heureux, sur le site de La Hague, à l'extrémité du Cotentin (Manche). Depuis des mois, les syndicats dénoncent les réorganisations dans les équipes. Selon eux, elles impliqueraient des sous-effectifs et des calendriers de maintenance non tenus, ce qui représenterait des risques de sécurité et de sûreté.

Saisie par le comité d'hygiène et de sécurité, la Commission locale d'information (Cli), qui a pour mission d'être un intermédiaire entre la population et l'industriel, a voté, jeudi 27 avril 2017, une motion inédite. Elle réclame une vigilance accrue de l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN). Extrait:

"Si les conditions de travail ont effectivement changé, suite à des compressions de personnels, entre autres, il est difficile pour la Cli d'évaluer si la sûreté des installations a été affectée. Les membres du bureau sont toutefois convaincus qu'un certain malaise a gagné le personnel et que ce malaise induit obligatoirement un climat où la sérénité est dégradée et peut entraver la sûreté et la sécurité des diverses tâches", indique la motion.

Les représentants du personnel, eux, sont plus incisifs envers leur direction. Certains n'ont d'ailleurs pas voté pour la motion, estimant qu'elle n'allait pas assez loin. C'est le cas de Yann Perrotte, pour Force ouvrière.

"La motion relève le malaise, mais pas la cause de ce malaise."

Pour leur part, les syndicats dénoncent un "jeu de dupes" entre Areva, l'ASN et l'Etat. Bernard Rozé, de l'association des Écologistes pour le nucléaire, pointe la "position irresponsable" de l'Etat actionnaire.

"Air Areva"

Syndicaliste, Sébastien Legoux a comparé Areva à une compagnie aérienne.

"Imaginez-vous dans un aéroport. On vous propose d'embarquer sur un vol avec un copilote sans licence et un réacteur dont la maintenance est dépassée de 15 jours. La compagnie assure que le pilote est compétent puisqu'il a déjà piloté des hélicoptères, et que le réacteur fonctionnera. Qui monterait à bord? Les salariés et les habitants de du Cotentin, eux, n'ont pas d'autre choix que de monter tous les jours."

La production d'énergie concernée

Plusieurs exemples ont été donnés, comme celui du secteur de la production d'énergie. La compétence est en cours d'externalisation au profit de Dalkia, une filiale d'EDF. Les syndicats s'inquiètent du recours à des personnels "moins formés" et "qui ne restent pas".

"Il faut 10 ans pour former un personnel", estime le syndicaliste Patrick Méhaut qui rappelle que le rôle de ce service est notamment de faire fonctionner les piscines de refroidissement.

"Pas de constat alarmant" pour l'ASN

Pour l'ASN, Hélène Héron, chef de la division de Caen (Calvados), s'est chargée de répondre.

"Nous ne sommes pas indifférents à ce qui nous est remonté", a-t-elle déclaré. "Nous avons des moyens d'action. Pour ce que nous avons pu voir, nous ne faisons pas de constat alarmant. Nous avons une exigence particulière sur l'impact des réorganisations."

Une inspection spécifique sera programmée.

Des recrutements

La direction, elle, ne dresse pas le même tableau. Par la voix de René Charbonnier, directeur adjoint de l'usine, elle assure qu'elle fait le maximum pour la sûreté et qu'elle met l'accent sur la formation, pour ses salariés comme pour les sous-traitants. Par ailleurs, elle poursuit ses recrutements.

"Pour l'année 2017, nous aurons encore 50 emplois supplémentaires en CDI et 70 en CDD." Quant à la situation financière du groupe, "les choses avancent, promet le directeur-adjoint. Je ne voudrais pas que l'on sur-réagisse."

A LIRE AUSSI.

- ▶ Manche : la réorganisation d'Areva La Hague suscite des craintes
- ▶ Explosion à la centrale de Flamanville, sans risque nucléaire
- ▶ Nucléaire : 20 irrégularités dans certaines pièces de l'EPR de Flamanville